

## MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 85 — 1825

**2 AOUT 1985. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes**

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, notamment l'article 3, § 3, modifié par la loi du 28 juin 1984;

Vu l'avis de la Commission chargée du contrôle et de l'étude de la simplification et de la réduction des obligations et formalités administratives, applicables aux petites et moyennes entreprises et aux travailleurs indépendants, du 29 mars 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

## CHAPITRE Ier

*Modalités d'introduction des demandes d'autorisation  
et conditions de recevabilité*

**Article 1er. § 1er. a)** La demande en obtention, renouvellement, prorogation, modification ou remplacement en cas de perte, de la carte professionnelle, est introduite par l'intermédiaire de l'administration communale du lieu de résidence du demandeur lorsque celui-ci possède une « carte d'identité d'étranger » un « certificat d'inscription au registre des étrangers » ou une « attestation d'immatriculation », modèle A, en cours de validité, visés aux annexes 4, 6 et 7 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

**b)** La demande peut également être introduite par l'intermédiaire de l'administration communale du lieu de résidence du demandeur lorsqu'il s'agit d'un artiste de spectacle qui possède une « déclaration d'arrivée » valable, visée à l'annexe 3 de l'arrêté royal précité, ainsi qu'une carte professionnelle ou un permis de travail, en cours de validité.

**§ 2.** L'étranger qui n'est pas dans les conditions stipulées au § 1er, doit introduire personnellement la demande dont question auprès du poste diplomatique ou consulaire belge ayant son ressort dans le pays où il est autorisé à résider.

L'artiste non dispensé de la carte professionnelle peut toutefois introduire sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge ayant son ressort dans le pays où il se trouve.

**§ 3.** Si la sécurité du demandeur l'exige en raison de circonstances propres au pays où la demande aurait dû être introduite il peut être dérogé aux §§ 1er et 2 par décision motivée du Ministre des Classes moyennes, le Ministre de la Justice ayant rendu un avis favorable.

**Art. 2.** Dans les cinq jours qui suivent l'introduction de la demande, l'administration communale intéressée ou le représentant diplomatique ou consulaire belge transmet la demande au Ministère des Classes moyennes.

## MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 85 — 1825

**2 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, inzonderheid op artikel 3, § 3, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984;

Gelet op het advies van de Commissie belast met de controle en de studie van de vereenvoudiging en de vermindering van de administratieve verplichtingen en formaliteiten opgelegd aan de kleine en middelgrote ondernemingen en aan de zelfstandigen, van 29 maart 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Justitie en Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

## HOOFDSTUK I

*Wijzen van indiening van de aanvragen om machtiging  
en ontvankelijkheidsvoorwaarden*

**Artikel 1. § 1. a)** De aanvraag tot het verkrijgen, vernieuwen, veranderen, wijzigen en, in geval van verlies, vervangen van de beroepskaart wordt door bemiddeling van het gemeentebestuur van de verblijfplaats van de aanvrager ingediend wanneer deze in het bezit is van een niet verstreken « identiteitskaart voor vreemdeling », « bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister » of « attest van immatriculatie », model A, bedoeld in de bijlagen 4, 6 en 7 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

**b)** De aanvraag mag eveneens door bemiddeling van het gemeentebestuur van de verblijfplaats van de aanvrager worden ingediend wanneer het gaat om een schouwspelartiest die in het bezit is van een geldige « aankomstverklaring », bedoeld in bijlage 3 van het voornoemd koninklijk besluit, alsmede van een niet verstreken beroepskaart of arbeidskaart.

**§ 2.** De vreemdeling die niet verkeert in de in § 1 vermelde omstandigheden, moet de aanvraag in kwestie persoonlijk indienen bij de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger met ressort in het land waar hij gemachtigd is te verblijven.

De artiest, die niet is vrijgesteld van een beroepskaart, mag evenwel zijn aanvraag indienen bij de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger met ressort in het land waar hij zich bevindt.

**§ 3.** Indien de veiligheid van de aanvrager dit vergt om reden van omstandigheden eigen aan het land waar de aanvraag had moeten ingediend zijn, kan van de §§ 1 en 2 worden afgeweken bij een gemotiveerde beslissing van de Minister van Middenstand, na gunstig advies van de Minister van Justitie.

**Art. 2.** Binnen vijf dagen na het indienen van de aanvraag, zendt het betrokken gemeentebestuur of de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger de aanvraag toe aan het Ministerie van Middenstand.

**Art. 3. § 1er.** Les demandes en obtention, renouvellement, prorogation, modification et remplacement en cas de perte, de la carte professionnelle doivent être rédigées sur les formulaires que le Ministère des Classes moyennes met à la disposition des administrations communales et des représentants diplomatiques ou consulaires belges à l'étranger.

Ces demandes précisent la nature et le lieu de l'activité pour laquelle la carte professionnelle est sollicitée. Elles doivent être datées et signées par le demandeur.

§ 2. Il est perçu, par demande, une taxe forfaitaire de 300 francs.

Cette taxe est acquittée au moyen des timbres fiscaux ou consulaires, apposés sur le formulaire de demande et annulés par l'administration communale ou le représentant diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, lors de la réception de la demande.

**Art. 4.** Les demandes en renouvellement et prorogation de la carte professionnelle doivent être introduites trois mois au moins avant la date de l'échéance de l'autorisation précédente.

Ce délai est réduit à un mois lorsque la durée du séjour en Belgique, nécessitée par l'ensemble des prestations pour lesquelles la demande a été introduite ne dépassera pas nonante jours par an.

**Art. 5.** La carte professionnelle doit être jointe à la demande en prorogation, en renouvellement ou en modification. En remplacement de cette carte, l'administration communale ou le représentant diplomatique ou consulaire belge, délivre au requérant une attestation conforme à l'annexe I du présent arrêté. Une attestation semblable est également délivrée en cas de remplacement de la carte. Ces attestations sont délivrées sur papier libre.

**Art. 6. § 1er.** La demande de carte professionnelle introduite par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, doit être accompagnée d'un certificat de bonnes vie et mœurs ou d'un document équivalent, délivré par le pays concerné et d'une attestation délivrée par un médecin désigné par le représentant diplomatique ou consulaire belge compétent.

Cette attestation doit préciser que le requérant n'est atteint d'aucune maladie contagieuse ou transmissible et qu'il se trouve dans un état de santé lui permettant d'exercer l'activité faisant l'objet de la demande.

Le certificat et l'attestation ne doivent être renouvelés qu'à l'occasion d'une demande de carte professionnelle intervenant plus d'un an après celle qu'ils accompagnaient.

§ 2. Toute demande d'autorisation concernant une activité dont l'exercice est soumis à des conditions légales ou réglementaires doit être justifiée par la production d'un document établissant qu'il est satisfait aux conditions prescrites.

§ 3. L'étranger qui désire voir renouveler sa carte professionnelle doit joindre à sa demande les attestations permettant d'apprécier s'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

**Art. 7.** Doivent être considérées comme irrecevables au sens de l'article 6 de la loi du 19 février 1965 modifiée par celle du 28 juin 1984 :

1° les demandes qui n'ont pas été introduites dans les formes prescrites aux articles 1er et 3 du présent arrêté ou qui ne sont pas accompagnées des documents mentionnés à son article 6;

2° celles formulées après un refus de carte professionnelle sans qu'ait été respecté le délai de deux ans stipulé à l'article 5, § 2, de la même loi.

## CHAPITRE II

### Modalités d'octroi des autorisations

**Art. 8.** La carte professionnelle doit être conforme à l'annexe II du présent arrêté. Elle n'est valable que si elle est revêtue de la signature du Ministre des Classes moyennes ou du fonctionnaire délégué par lui.

Elle est transmise au demandeur par l'intermédiaire de l'administration communale ou du représentant diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, qui a reçu la demande.

**Art. 3. § 1.** De aanvragen tot het verkrijgen, vernieuwen, verlengen, wijzigen en, in geval van verlies, vervangen van de beroepskaart, dienen te worden gesteld op de formulieren die het Ministerie van Middenstand ter beschikking stelt van de gemeentebesturen en van de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers in het buitenland.

Die aanvragen vermelden de aard en de plaats van de activiteit waarvoor de beroepskaart wordt aangevraagd. Zij moeten door de aanvrager worden gedateerd en ondertekend.

§ 2. Per aanvraag wordt een forfaitaire taks van 300 frank geïnd.

Deze taks wordt gekweten door middel van fiscale of consulaire zegels, aangebracht op het aanvraagformulier en bij ontvangst van de aanvraag onbruikbaar gemaakt door het gemeentebestuur of door de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger in het buitenland.

**Art. 4.** De aanvragen tot het vernieuwen en verlengen van een beroepskaart moeten worden ingediend ten minste drie maanden vóór de vervaldatum van de vorige machtiging.

Die termijn wordt tot één maand verminderd wanneer de duur van het verblijf in België in verband met het geheel van de prestaties waarvoor de aanvraag is ingediend, niet meer dan negentig dagen per jaar bedraagt.

**Art. 5.** De beroepskaart moet gevoegd zijn bij de aanvraag om verlenging, vernieuwing of wijziging. Ter vervanging van die kaart verschaft het gemeentebestuur of de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger aan de belanghebbende een getuigschrift dat overeenstemt met bijlage I van dit besluit. Een dergelijk getuigschrift wordt eveneens afgegeven in geval van vervanging van de kaart. Deze getuigschriften worden op ongezegeld papier afgeleverd.

**Art. 6. § 1.** Bij de aanvraag om beroepskaart, ingediend door bemiddeling van de Belgische diplomatieke of consulaire agent in het buitenland, moet een bewijs van goed zedelijk gedrag gevoegd zijn of een gelijkwaardig document van het betrokken land, alsmede een attest afgegeven door een door de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger aangestelde geneesheer.

Dat attest moet vermelden dat betrokkene niet is aangetast door een besmettelijke of overdraagbare ziekte en dat zijn gezondheids-toestand hem in staat stelt de activiteit uit te oefenen waarop de aanvraag betrekking heeft.

Het bewijs en het attest moeten slechts worden vernieuwd wanneer een aanvraag om beroepskaart wordt ingediend meer dan één jaar na de aanvraag waarbij zij gevoegd waren.

§ 2. Elke aanvraag om machtiging betreffende een activiteit waarvan de uitoefening, onderworpen is aan wettelijke of reglementaire voorwaarden, dient te worden gerechtvaardigd door overlegging van een document waaruit blijkt dat aan de gestelde voorwaarden is voldaan.

§ 3. De vreemdeling die de vernieuwing van zijn beroepskaart wenst, moet bij zijn aanvraag de attesten voegen waardoor kan worden nagegaan of hij zijn fiscale en sociale verplichtingen is nagekomen.

**Art. 7.** Dienen te worden beschouwd als onontvankelijk in de zin van artikel 6 van de wet van 19 februari 1965, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1984 :

1° de aanvragen welke niet zijn ingediend in de bij de artikelen 1 en 3 van dit besluit voorgeschreven vormen of die zijn ingediend zonder de in artikel 6 ervan vermelde documenten;

2° de aanvragen die, na weigering van een beroepskaart, zijn geformuleerd zonder inachtneming van de termijn van twee jaar bepaald in artikel 5, § 2, van dezelfde wet.

## HOOFDSTUK II

### Wijzen van toekenning van de machtigingen

**Art. 8.** De beroepskaart moet overeenstemmen met tabel II van dit besluit. Zij is slechts geldig indien zij de handtekening draagt van de Minister van Middenstand of van de door hem gedelegeerde ambtenaar.

Zij wordt aan de aanvrager toegezonden door bemiddeling van het gemeentebestuur of van de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger in het buitenland die de aanvraag ontvangen heeft.

**Art. 9.** La délivrance d'une carte professionnelle consécutive à une demande en obtention, prorogation ou renouvellement est soumise à une taxe d'un montant minimum de 450 francs.

Lorsque la durée de validité de la carte est supérieure à un an, ce montant est multiplié par un nombre égal au total des années et, le cas échéant, de la fraction d'année complémentaire pour lesquelles la carte est délivrée. La fraction d'année est comptée comme une année complète.

Cette taxe est acquittée au moyen de timbres fiscaux ou consulaires, apposés sur la carte professionnelle et annulés par l'administration communale ou le représentant diplomatique ou consulaire belge à l'étranger lors de la remise de cette carte.

**Art. 10.** Une photo récente et très ressemblante du titulaire doit figurer sur sa carte professionnelle. Cette photo est apposée et estampillée par l'administration communale ou par le représentant diplomatique ou consulaire belge compétent, lors de la remise de la carte professionnelle.

**Art. 11.** En même temps que la carte qui leur est délivrée pour la première fois, les requérants en reçoivent une copie certifiée conforme, uniquement destinée à leur inscription au registre du commerce.

Les administrations communales et les représentants diplomatiques ou consulaires belges à l'étranger reçoivent une copie de chaque carte délivrée par leur intermédiaire.

La destination des autres copies est précisée par le Ministre des Classes moyennes.

#### CHAPITRE III. — Dispositions diverses

**Art. 12.** Les étrangers, titulaires d'une carte professionnelle, qui interrompent ou cessent leur activité, doivent remettre leur carte professionnelle à l'administration communale de leur résidence dans les deux mois de l'interruption ou de la cessation, en mentionnant les raisons de celle-ci.

Dans les huit jours, l'administration communale intéressée transmet ces cartes au Ministère des Classes moyennes, avec les motifs invoqués.

**Art. 13.** L'arrêté ministériel du 11 mai 1965 portant exécution de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers des activités professionnelles indépendantes et déterminant les formalités et les taxes auxquelles sont soumises les demandes de carte professionnelle, modifié par les arrêtés ministériels des 11 décembre 1980 et 17 août 1983, est abrogé.

**Art. 14.** Toutes les cartes professionnelles délivrées selon les modèles fixés par l'arrêté ministériel du 11 mai 1965 resteront valables jusqu'aux dates d'échéance fixées par cet arrêté.

**Art. 15.** Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 2 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Justice, absent :  
Le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

Le Ministre des Classes moyennes,  
F. GROOTJANS

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,  
E. KNOOPS

**Art. 9.** Het afgeven van een beroepskaart ingevolge een aanvraag tot verkrijgen, verlengen of vernieuwen is onderworpen aan een taks van minimum 450 frank.

Indien de geldigheidsduur van de kaart meer dan één jaar bedraagt, wordt dat bedrag vermenigvuldigd met een getal dat gelijk is aan het totaal van de jaren en, in voorkomend geval, van het bijkomend jaargedeelte waarvoor de kaart wordt toegekend. Het bijkomend jaargedeelte wordt als een volledig jaar gerekend.

Deze taks wordt gekweten door middel van fiscale of consulaire zegels, aangebracht op de beroepskaart en, bij de uittrekking van die kaart, onbruikbaar gemaakt door het gemeentebestuur of door de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger in het buitenland.

**Art. 10.** Een recente en goed op de titularis gelijkende foto dient op de beroepskaart voor te komen. Die foto wordt door het gemeentebestuur of door de bevoegde Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger op de beroepskaart aangebracht en afgestempeld bij de uittrekking ervan.

**Art. 11.** Samen met de beroepskaart, welke hun voor de eerste maal wordt afgeleverd, ontvangen de belanghebbenden er een eensluidend verklaard afschrift van, dat uitsluitend bestemd is voor hun inschrijving in het handelsregister.

De gemeentebesturen en de Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers in het buitenland krijgen een afschrift van iedere kaart die door hun bemiddeling werd uitgereikt.

De Minister van Middenstand bepaalt waartoe de andere afschriften zijn bestemd.

#### HOOFDSTUK III. — Diverse bepalingen

**Art. 12.** De vreemdelingen, houder van een beroepskaart, die hun activiteit onderbreken of stopzetten, moeten binnen twee maanden na de onderbreking of stopzetting hun beroepskaart inleveren bij het gemeentebestuur van hun verblijfplaats en vermelden daarbij de redenen van die onderbreking of stopzetting.

Binnen acht dagen zendt het betrokken gemeentebestuur de voornoemde kaarten toe aan het Ministerie van Middenstand, met vermelding van de aangehaalde redenen.

**Art. 13.** Het ministerieel besluit van 11 mei 1965, genomen in uitvoering van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen en bepallende de voorwaarden en taksen aan dewelke de aanvragen om beroepskaarten zijn onderworpen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 11 december 1980 en 17 augustus 1983, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Alle beroepskaarten, afgegeven volgens de modellen vastgesteld bij het voornoemd ministerieel besluit van 11 mei 1965 blijven geldig tot de vervaldagen bepaald bij datzelfde besluit.

**Art. 15.** Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 2 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :  
De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

De Minister van Middenstand,  
F. GROOTJANS

De Staatssecretaris voor Middenstand,  
E. KNOOPS

## Annexe I

**Modèle d'attestation à délivrer par l'autorité communale en cas de perte, de modification, de prorogation ou de renouvellement de la carte professionnelle**

Le soussigné, bourgmestre de ..... certifie que le titulaire de la carte professionnelle, dont copie est donnée ci-dessous, s'est présenté ce jour devant lui et qu'il a introduit une demande, sur formulaire modèle III, tendant à obtenir :

- (1) Le remplacement de sa carte professionnelle égarée;
- (1) La modification de sa carte professionnelle;
- (1) Le renouvellement de sa carte professionnelle;
- (1) La prorogation de sa carte professionnelle.

La présente attestation tient lieu provisoirement de la carte professionnelle à remplacer, à modifier, à renouveler ou à prolonger.

N° de la carte : .....

Carte valable jusqu'au : .....

Nom et prénoms : .....

Etat civil et sexe : .....

Nationalité : .....

Lieu et date de naissance : .....

Adresse : .....

Activité(s) de caractère lucratif exercée(s) par le titulaire : .....

(Sceau communal)

A ..... le .....  
Le bourgmestre,

(1) Biffer les mentions inutiles.

N.B. : L'attestation reproduite ci-dessus ne peut, en aucun cas, porter d'autres mentions que celles figurant sur la carte à remplacer, à modifier, à renouveler ou à proroger.

## Bijlage I

## Model van getuigschrift, af te geven door het gemeentebestuur in geval van verlies, wijziging, verlenging of vernieuwing van beroepskaart

De ondergetekende, burgemeester van ..... verklaart dat de titularis van de beroepskaart, waarvan hieronder afschrift, zich heden bij hem heeft aangeboden en dat hij een aanvraag op formulier III heeft ingediend, strekkende tot het bekomen van:

- (1) De vervanging van zijn verloren beroepskaart;
- (1) De wijziging van zijn beroepskaart;
- (1) De vernieuwing van zijn beroepskaart;
- (1) De verlenging van zijn beroepskaart.

Dit getuigschrift vervangt voorlopig de te vervangen, te wijzigen, te vernieuwen of te verlengen beroepskaart.

Nr. van de kaart: .....

Kaart geldig tot: .....

Naam en voornamen: .....

Burgerlijke staat en geslacht: .....

Nationaliteit: .....

Geboorteplaats en -datum: .....

Adres: .....

Bedrijvigheid(heden) van winstgevende aard uitgeoefend door de titularis: .....

(Zegel van de gemeente)

De burgemeester,

(1) De onnodige vermeldingen doorhalen.

N.B. : Het hierboven weergegeven getuigschrift mag in geen geval andere vermeldingen bevatten dan deze welke op de te vervangen, te wijzigen, te vernieuwen of te verlengen beroepskaart voorkomen.

## Anlage I

**Muster der Bescheinigung, die im Fall eines Verlustes, einer Änderung, einer Verlängerung oder einer Erneuerung des Berufsausweises von der Gemeindebehörde auszustellen**

Der Unterzeichnete, Bürgermeister von ....., bescheinigt, dass der Inhaber des Berufsausweises von dem nachstehend eine Abschrift wiedergegeben ist, an diesem Tage vor ihm erschienen ist und dass er auf dem Formular Muster III einen Antrag eingereicht hat zwecks :

- (1) Ersetzung des verlegten Berufsausweises;
- (1) Änderung seines Berufsausweises;
- (1) Erneuerung seines Berufsausweises;
- (1) Verlängerung seines Berufsausweises.

Vorliegende Bescheinigung ersetzt vorläufig den zu ersetzenden, zu ändernden, zu erneuernden oder zu verlängernden Berufsausweis.

Ausweisnummer : .....

Gültigkeit des Ausweises bis zum : .....

Personenstand und Geschlecht : .....

Staatsangehörigkeit : .....

Geburtsort und -datum : .....

Adresse : .....

Vom Inhaber ausgeübte Erwerbstätigkeit(en) : .....

(Gemeindesiegel)

..... den .....  
Der Bürgermeister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

N.B.: Die oben wiedergegebene Bescheinigung der Karte darf auf keinen Fall andere Angaben enthalten als diejenigen, die auf dem Ausweis stehen, der zu ersetzen, zu ändern, zu erneuern oder zu verlängern ist.

<p>Numéro de la carte</p> <p>Date de renouvellement</p> <p>Nom et prénoms</p> <p>Etat civil et sexe</p> <p>Nationalité</p> <p>Lieu et date de naissance</p> <p>Adresse</p> <p>A l'étranger</p> <p>En Belgique</p>	<p>Carte valable jusqu'au</p> <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 30px; margin: 0 auto;"></div>	<p>PHOTO ET Sceau</p>
<p>Sceau du Ministère des Classes moyennes</p>	<p>Activité(s) de caractère lucratif exercée(s) par le titulaire:</p>	<p>AU NOM DU MINISTRE : Le Fonctionnaire délégué,</p>
<p>Droit de timbre fiscal ou consulaire</p>		

Les demandes en renouvellement ou prorogation de la carte professionnelle doivent être introduites trois mois au moins avant son échéance.

300:0732 3G 3717x408

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES



CARTES PROFESSIONNELLES

FOUR ETEAGERS

## BIJLAGE II

<p>Numer van de kaart</p> <p>Aanvraag om vernieuwing, in te dienen vóór .....</p> <p>Naam en voornamen .....</p> <p>Burgerlijke staat en geslacht .....</p> <p>Nationaliteit .....</p> <p>Geboorteplaats en -datum .....</p> <p>Adres .....</p> <p>in het buitenland in België</p>	<p>FOTO EN ZIGEL</p> <p>kaart geldig tot .....</p> <p>Bedrijvigheden van winstgevende aard uitgeoefend door de titularis:</p> <p>NAMENS DE MINISTER: De gevolmachtigde Ambtenaar,</p>
<p>Fiscaal of consulaat zegelrecht</p>	

<p>KONINKRIJK BELGIË</p>	<p>MINISTERIE VAN MIDDENSTAND</p>	<p>BEROEPSKAART VOOR VREEMDELINGEN</p>
--------------------------	-----------------------------------	--

De beroepskaart moet vertoond worden op elke vordering van de ambtenaren en agenten die ermee belast zijn te waken over de toepassing der reglementering van de beroepsbedrijvigheid der vreemdelingen.

De titularis mag de op deze kaart aangeduide bedrijvigheid slechts uitoefenen indien hij tevens houder is van een regelmatig verblijfstitel of van een document of visum waarbij hij gemachtigd wordt in België te reizen.

De aanvragen tot het vernieuwen of verlen van de beroepskaart moeten worden ingediend ten minste drie maanden vóór de vervaldatum ervan.

## ANLAGE II

Ausweisnummer..... Antrag auf Erneuerung einzureichen vor..... Name und Vornamen..... Persönenstand und Geschlecht..... Staatsangehörigkeit..... Geburtsort und -datum..... Adresse..... im ausland in Belgien	gültig bis <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; display: inline-block;"></div>	Photo und Siegel
Siegel des Ministeriums des Mittelstandes          amtliche oder konsularische Stempelgebühr	Vom Inhaber ausgeübte Erwerbstätigkeit(en):          Im Namen des Ministers: Der Beauftragte Beamte,	

Der Berufsausweis muss jedesmal vorgezeigt werden, wenn die Beamten oder die Bediensteten, die mit der Kontrolle der Anwendung der Regelung in Sachen Berufstätigkeit der Ausländer beauftragt sind, es verlangen.

Die in dem vorliegenden Ausweis vorgesehene Tätigkeit darf nur ausgeübt werden, wenn der Inhaber eine ordnungsgemäße Aufenthaltsgenehmigung besitzt, eine Unterlage oder ein Visum, das ihm erlaubt, in Belgien zu reisen.

Die Anträge auf Erneuerung, Verlängerung oder Abänderung des vorliegenden Ausweises müssen mindestens drei Monate vor dem Verfalldatum eingereicht werden.

Königreich Belgien  
Ministerium des Mittelstandes



BERUFSAUSWEIS FÜR  
AUSLÄNDER

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 août 1985.

## BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Justice, absent :  
Le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

Le Ministre des Classes moyennes,  
F. GROOTJANS

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,  
E. KNOOPS

### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 1826

**23 AOUT 1985. — Arrêté royal fixant le montant minimal de la rémunération dont il faut bénéficier pour être considéré comme sportif rémunéré (1)**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré, notamment l'article 2, § 1er;

Vu l'avis de la Commission paritaire nationale des Sports;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de déterminer sans retard pour l'année 1985 le montant minimal de la rémunération qu'un sportif doit gagner pour être soumis à la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le montant de la rémunération visé à l'article 2, § 1er, de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré est fixé pour l'année 1985 à douze fois le revenu minimum mensuel moyen applicable au 1er janvier 1985 tel qu'il est prévu par la convention collective de travail n° 23 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, conclue au Conseil national du travail le 25 juillet 1975.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 23 août 1985.

## BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

(1) Référence au *Moniteur belge*;

Loi du 24 février 1978, *Moniteur belge* du 9 mars 1978.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 2 augustus 1985.

## BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :  
De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

De Minister van Middenstand,  
F. GROOTJANS

De Staatssecretaris voor Middenstand,  
E. KNOOPS

### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 1826

**23 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het minimumbedrag van het loon dat men moet genieten om als een betaalde sportbeoefenaar te worden beschouwd (1)**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het advies van het Nationaal Paritair Comité voor de Sport;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor het jaar 1985 onverwijld het minimumbedrag van het loon moet worden vastgesteld dat een sportbeoefenaar moet verdienen om, onderworpen te zijn aan de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het in artikel 2, § 1, van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars bedoelde loonbedrag wordt voor het jaar 1985 bepaald op twaalf maal het gemiddeld minimum maandinkomen van toepassing op 1 januari 1985, zoals vastgesteld bij de in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 23 augustus 1985.

## BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad*;

Wet van 24 februari 1978, *Belgisch Staatsblad* van 9 maart 1978.